

Election au Grand Conseil du canton de Genève pour la législature 2009 – 2013

La législature du Grand Conseil 2005 – 2013 se terminant en novembre 2009, les élections au Grand Conseil 2009 – 2013 auront lieu le 11 octobre 2009.

Avec 24 autres candidats et candidates, j'ai décidé de me présenter à ces élections sous la bannière de l'Union Démocratique du Centre.

La campagne électorale sera lancée le 20 août 2009 par la conférence de presse qui aura lieu sur le bateau «Neptune» aux Eaux-Vives.

Plusieurs stands sont prévus les samedis dès la fin août jusqu'au début octobre 2009 dans différents quartiers de la ville de Genève et dans les communes avoisinantes.

La plateforme ci-dessous mentionne en détail le programme politique auquel sera astreint notre parti durant les quatre prochaines années au niveau cantonal.

Pour ma part, j'estime avoir beaucoup reçu de la vie en général tant par la collectivité qu'au niveau familial et c'est la raison pour laquelle, je souhaite m'investir en politique pour que notre magnifique pays et notre canton privilégié puissent être transmis dans de bonnes conditions à la prochaine génération.

Ce sont avant tout dans les finances, le logement et la formation que je m'investirai en premier lieu. Mes thèmes favoris dans les grandes lignes seront donc

- la lutte contre la hausse des impôts, les redevances et les taxes,
- la diminution de la dette publique,
- une formation exigeante et sans complaisance et
- une qualité de vie environnementale, sociale et économique.

Plateforme électorale cantonale pour la législature 2009 - 2013

Les grandes lignes de notre politique cantonale et les remèdes préconisés sont présentés ci-dessous:

Genève: canton suisse

Crime et immigration

- Criminalité
 - les maux: ni prévenir ni réprimer
- Immigration
 - les maux: ni limiter ni intégrer

Déni de logements et transports asphyxiés

- Logement
 - les maux: ni bâtir ni planifier
- Transports
- les maux: ni auto ni moto

Emploi – Formation – Social

- Emploi
 - les maux: ni créer ni assurer
- Formation
 - les maux: ni former ni sévir
- Social
 - les maux: ne s'en prendre ni aux fraudeurs ni aux fainéants
- Santé
 - les maux: ni prévenir ni guérir

Finances et environnement

- Finances
- Environnement

Genève : canton suisse

L'Union Démocratique du centre (UDC) est le parti du 21^{ème} siècle. Plus les frontières politiques s'abaisseront sous la pression d'une économie mondialisée, plus le besoin d'enracinement local et national sera ressenti comme important; les peuples du monde rêveront de disposer, comme le peuple suisse avec le fédéralisme et la démocratie directe, de leviers politiques capables de juguler les vents brutaux de la mondialisation.

L'UDC a compris cela longtemps avant les autres partis, qui tous rêvent encore de dissoudre la Confédération dans l'Union européenne et la mondialisation pour une prétendue amélioration du produit intérieur brut.

Les autres partis considèrent en effet la démocratie directe comme un danger populiste, nos frontières comme d'archaïques reliques du temps passé qu'ils ambitionnent de faire disparaître: libre circulation du chômage, libre circulation des criminels, tourisme social et cassis de Dijon, ainsi se décline leur crédo politique, prétendument progressiste.

L'UDC incarne le retour en force des valeurs traditionnelles, racines de la liberté et de la prospérité responsable qui ont fait la fierté d'être suisse. N'en déplaise aux bien-pensants, cette démarche ne procède pas d'une contemplation nostalgique d'un passé prétendument révolu mais constitue le moyen le plus actuel et le plus sûr pour la Suisse de se réconcilier avec elle-même. C'est en réaffirmant son identité

malmenée que la Suisse et Genève comme canton suisse, entreront pleinement dans les réalités du 21^{ème} siècle.

Le programme 2009 – 2013 montre par le détail la démarche de l'UDC pour répondre aux défis les plus pressants de notre époque à savoir :

- **la crise sécuritaire et de l'immigration, qui attire dans notre canton une faune cosmopolite qui profite de l'impunité que lui offrent nos autorités,**
- **la crise d'identité qui déboussole individus et familles, mais aussi les écoles, les entreprises et jusqu'aux institutions de l'Etat,**
- **le vide ouvert par la perte du sens commun et du bien commun avec la crise financière, économique et bientôt sociale qui en résultent,**
- **la faillite financière qui menace notre Canton incapable de se réformer par pur clientélisme politique,**
- **la pression fiscale de plus en plus forte sur la classe moyenne qui voit les prélèvements sur son revenu augmenter d'année en année.**

L'Union Démocratique du Centre est une force populaire de changement qui s'est révélée au niveau fédéral et cantonal en se heurtant avec succès à une classe politique crispée sur ses prérogatives, rétive à toute réelle réforme, hostile à l'exercice effectif des droits populaires.

En octroyant à l'UDC 23 % des voix lors des élections fédérales d'octobre 2007, le peuple genevois a placé notre parti en tête des partis genevois. Au moment des élections cantonales 2009, il convient de confirmer cette volonté en assurant pour quatre ans une égale place au Grand Conseil, ainsi qu'une présence de l'UDC au Conseil d'Etat genevois.

Car pour tout ce qui intéresse vraiment les Genevois et les Genevoises, le bilan du Conseil d'Etat sortant est un désastre: le «ninisme» du discours de Saint-Pierre 2005, qui est une promesse tenue de ne faire ni ceci ni cela, c'est-à-dire de ne rien faire, fut un plan d'inaction gouvernementale qui a abouti, comme cela était prévisible, au déni caractérisé de tous les besoins vitaux des genevois:

Ni gouverner ni prévoir: déni de décisions.

Ni justice, ni police: déni de sécurité.

Ni construction, ni aménagement: déni de logement.

Ni autos, ni motos: déni de mobilité.

Ni baisse du chômage, ni baisse de l'immigration: déni de l'emploi.

Ni lire, ni écrire: déni de formation.

Ni réduction de la dette, ni baisse des impôts: déni de démocratie.

Avec l'Union Démocratique du centre (UDC), Genève doit redevenir un canton suisse.

Le serment des trois Suisses remonte à 1291. Depuis, notre démocratie, qui est la plus ancienne du monde, s'est développée en affirmant des valeurs que le monde entier nous a toujours enviées.

Aujourd'hui, ces valeurs séculaires sont rejetées en vertu du culte du court terme, de comportements ne répondant qu'à des modes fugaces.

Les politiques genevois ont décidé que ces valeurs n'avaient plus cours, préférant des aventures fondées sur des préceptes passagers et étrangers à notre mentalité.

On n'entend jamais nos autorités, nos politiciens, rappeler notre caractère en premier lieu suisse. Dans leur bouche, il n'est question que de «Genève internationale», «d'agglomération transfrontalière», de canton «multiculturel».

L'UDC incarne le retour en force des valeurs traditionnelles, origine des libertés et de la prospérité responsable qui ont fait la fierté d'être suisse.

Crime et immigration

Criminalité, les maux: ni prévenir ni réprimer

Les arrestations ont passé de 3'006 en 1988 à 5'607 en 2008, augmentant ainsi de 46 % alors que la population n'augmentait que de 20 % durant la même période. En 2008, les infractions au code pénal commises à Genève se montaient à 57'867 soit une toutes les dix minutes....

En 2008, sur 4'576 personnes inculpées toutes infractions confondues par la justice genevoise, 3'678 étaient de nationalité étrangère, soit 80 %.

En 2008, sur les 1'129 personnes inculpées de violation de la loi fédérale sur les stupéfiants, 1007 étaient de nationalité étrangère, soit les 89 %.

Les auteurs de violences domestiques en 2008 étaient à 68,7 % de nationalité étrangère.

Genève est devenue un lieu de prédilection pour les étrangers pour y commettre des infractions contre les personnes et les biens.

La délinquance étrangère est devenue une banalité.

Certains quartiers de Genève sont devenus le territoire de chasse d'agresseurs des rues qui dépouillent les passants à chaque occasion parfois avec une extrême violence sans aucune vergogne.

Certains quartiers de Genève constituent des scènes ouvertes de la drogue.

Plus des deux tiers des infractions commises par des étrangers sont le fait d'individus non résidents dans le Canton.

Genève est devenue un lieu privilégié pour les délinquants étrangers, un haut lieu du tourisme du crime.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre:

- restituer à la police sa vocation première de protection de la sécurité de la population qui doit passer avant son rôle de verbalisation d'infractions mineures au stationnement,
- réorganiser le corps de police, mettre fin à la gronde syndicale qui y règne, optimiser les heures de travail, en finir avec les rétributions floues basées sur des heures supplémentaires inutiles à juste titre dénoncées par la Cours des comptes,
- énoncer les missions prioritaires de la police dans la loi, fixer des objectifs claires de prestations, surveiller la réalisation de ces objectifs,
- appliquer les mesures de contraintes prévues par le droit fédéral,
- accroître la capacité pénitentiaire du canton pour les mineurs et en matière de détention administrative,
- revoir la répartition des compétences entre gardes-frontières, gendarmerie et police municipale notamment pour palier la disparition des contrôles par les gardes-frontières,
- lutte contre la criminalité transfrontalière en exigeant notamment de la Confédération qu'elle apporte sa contribution à la protection des frontières,
- renvoi effectif de toute personne frappée d'une mesure d'éloignement,
- rétention dans un centre créé à cet effet à l'aéroport des requérants, d'asile dont la demande a débouché sur une non-entrée en matière,
- constituer une brigade chargée de la lutte contre le séjour illégal et le travail illégal,
- réprimer effectivement la mendicité des romanichels.

Immigration: tous les records sont battus

Les maux: ni limiter ni intégrer

L'immigration connaît des pics importants.

Les accords bilatéraux, comme l'UDC l'avait toujours soutenu, ont permis à de nombreux étrangers de s'implanter dans le canton.

Nous en payons maintenant le prix. Même dans les années 2005 – 2008, caractérisées par une prospérité économique exceptionnelle, Genève est restée en tête de tous les cantons suisses par sa proportion de chômeurs.

Ces mêmes accords bilatéraux permettent maintenant aux ressortissants de l'Union Européenne résidant à nos frontières de travailler en Suisse.

Résultat: l'économie genevoise crée des emplois mais ceux-ci profitent aux immigrants et aux frontaliers de nationalité étrangère. Genève est la lanterne rouge de l'emploi en Suisse.

Les accords bilatéraux permettent au Conseil fédéral, en cas de crise économique, de suspendre la libre circulation des personnes pour une période déterminée. Les autorités genevoises n'ont pas demandé au Conseil fédéral, en cette période de récession, de faire usage de cette clause de sauvegarde, ce qui aurait permis de limiter le chômage.

Au moins 15'000 immigrants illégaux vivent dans notre Canton; ils occupent au moins 5'000 logements dans un canton où sévit déjà la plus grave pénurie de Suisse.

Genève est le seul canton de Suisse à rechigner à appliquer la loi fédérale luttant contre le travail au noir.

L'UDC est le seul parti à s'engager pour que les étrangers respectent les valeurs de base de notre société suisse.

Les naturalisations ne font plus l'objet de critiques sévères. Elles sont devenues une formalité alors qu'elles devraient être la fin d'un processus d'intégration réussi.

Immigration.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre:

- pas de naturalisation de criminels étrangers,
- pas de naturalisation de rentiers AI ou de bénéficiaires de l'aide sociale,
- supprimer toute subvention aux organismes prenant en charge les clandestins ou les requérants d'asile déboutés,
- non aux régularisations de clandestins,
- politique active d'assimilation des étrangers légaux en vue de leur naturalisation,
- programmes d'éducation civique et d'histoire suisse sérieux pour les candidats/es à la naturalisation,
- renforcement de la langue française à l'école,
- classe d'accueil pour enfants étrangers ne maîtrisant pas suffisamment le français pour être scolarisés dans cette langue,
- constituer une brigade de la police spécialement affectée à la lutte contre le séjour illégal et le travail illégal.

Déni de logements et transports asphyxiés

Logement. Les maux: ni bâtir ni construire

Le droit au logement est inscrit dans la constitution et est garanti par l'Etat à tout Genevois et Genevoises.

Nos autorités, pourtant si promptes à se lancer dans des tâches coûteuses et inutiles, se sont avérées incapables de présenter la moindre politique à long terme du logement, pas plus qu'elles n'ont été capables d'en construire sur le court terme malgré une crise aiguë dont souffrent des dizaines de milliers de citoyens et citoyennes.

En 2005, le Conseil d'Etat avait pris l'engagement formel de faire construire 8'000 logements d'ici 2009. En cette année 2009, seuls 5'000 logements ont été construits. C'est bien sûr insuffisant pour diminuer la pénurie de logements alors que la population dans le Canton a augmenté de 15'000 personnes entre 2004 et 2009. Cette situation bénéficie tant à l'ASLOCA qui assoit son fonds de commerce sur les souffrances des locataires genevois, qu'à certains milieux immobiliers, profitant de la rareté de l'offre créée par la politique des partis de gauche et du centre depuis des années.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre:

- Edicter une loi qui fixe des objectifs ambitieux et précis pour résoudre à moyen et à long terme la crise du logement, surveiller la réalisation de ces objectifs par le Conseil d'Etat,
- déclasser des parcelles non cultivables à la campagne,
- densifier la ville en hauteur notamment,
- pratiquer une politique de dézonage aboutissant rapidement à l'ouverture de chantiers «Praille, Acacias, Vernets» avec une forte mixité logements, places de travail, aires de détente et écoles,
- encourager la rénovation par une fiscalité incitative,
- inciter à la réaffectation d'une part des surfaces vacantes de bureaux en logements,
- encourager l'accès à la propriété privée de la classe moyenne,
- remise sur le marché locatif des logements attribués à l'Hospice général ou occupés par des clandestins,
- n'attribuer des logements sociaux qu'aux Suisses ou aux étrangers justifiant de huit années de résidence légale en Suisse,
- contrôler l'immigration,
- pénaliser fiscalement ceux qui n'entreprennent rien pour construire sur des parcelles constructibles,
- consulter les Genevois et les Genevoises sur leur volonté d'accepter ou non la création d'une Genève «transfrontalière» qui se crée pour l'instant sans leur consentement.

Transports. Les maux: ni auto ni moto

Une approche mixte: transports individuels et en commun

Le peuple genevois a clairement exprimé sa volonté de voir respecter la complémentarité entre le transport public et le transport privé.

La population genevoise attend toujours une traversée de la Rade permettant de dégorger le centre de la ville de ses embouteillages.

Il y a lieu de construire des parkings d'échange permettant aux automobilistes de se garer à proximité des transports en commun afin de pouvoir les emprunter.

Toutefois, le centre ville doit rester accessible aux personnes exerçant leur liberté individuelle en choisissant le transport privé.

La construction du CEVA, budgétisée initialement à 950 millions, doit être démarrée dans un délai raisonnable tout en contrôlant son coût.

Tous les partis, hormis l'UDC, souhaitent augmenter les impôts et taxes frappant les automobilistes. L'UDC ne veut pas de nouveaux impôts. Elle est le seul parti qui s'oppose à la hausse de la TVA et, à Genève aussi, se bat pour que l'impôt sur les véhicules ne soit pas augmenté.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre:

- effectivité du libre choix constitutionnel du mode de transport (privé, public),
- investissements égaux pour les transports publiques et les transports privés,
- pas de suppression de places de parc en surface sans compensation de parkings souterrains publics,
- création de vastes parkings d'échange aux frontières, si possible sur territoire français,
- grands parkings sous les parcs publics (libérer les chaussées dans les quartiers),
- pas de nouveaux quartiers sans les infrastructures routières suffisantes pour y accéder et stationner,
- petit «park and ride» (PR) d'échange en surface, aux abords des transports publics et des voies, extension du parking sous lacustre,
- nouvelles places de stationnement de courtes durées pour le chargement ou la livraison des marchandises,
- non à la création de deux voies pour les transports publics sur le pont du Mont-Blanc avant la mise en service de la traversée de la Rade,
- traversée de la Rade entre le parc Mon-Repos et le parc des Eaux-Vives,
- traversée provisoire en bacs dans l'attente d'une nouvelle traversée lacustre,

- autoriser la circulation des deux roues dans les couloirs de bus en dehors des heures de pointe,
- refuser le principe d'un péage urbain,
- non à l'augmentation de la taxe automobile.

Emploi – Formation – Social

Emploi. Les maux: ni créer ni assurer

Durant les années fastes 2005 – 2008, l'économie genevoise, grâce au dynamisme de ses entrepreneurs, a créé des milliers d'emplois, mérite qui revient aux dirigeants et aux travailleurs des entreprises du Canton.

Cependant, ces créations d'emploi n'ont pas résorbé le chômage endémique du Canton qui reste en tête du palmarès suisse.

La principale raison de ce paradoxe réside dans les accords de libre circulation des personnes. Ces nouveaux emplois, dont les infrastructures nécessaires à leur création ont été financées par le peuple genevois, sont en premier lieu occupés par des ressortissants de l'Union européenne venant s'établir à Genève ou dans sa périphérie. Ces accords permettent également aux frontaliers européens d'occuper des emplois à Genève.

A Genève, il y a plus de 20'000 personnes à la recherche d'un emploi.

Le Conseil d'Etat doit investir massivement dans la prévention en informant honnêtement la population: à l'heure où les frontières sont tombées, perdre son emploi et rester trop longtemps hors du marché du travail, c'est courir le risque de voir sa place prise par un travailleur de l'Union européenne tout aussi qualifié et particulièrement motivé par l'attrait d'un salaire doublé par rapport au SMIG français.

Il faut impérativement, par des incitations fiscales, favoriser les branches de l'économie dont le développement permettra d'absorber le chômage local et non attirer des personnes extérieures aux frontières du Canton pour se jeter sur tout nouvel emploi.

Il ne sert à rien de créer des conditions permettant aux entreprises hautement innovatrices de prospérer et faire prospérer le Canton si, parallèlement, on ne fait rien pour appuyer les entreprises pouvant utiliser les travailleurs en recherche d'emplois qui sont moins qualifiés et moins jeunes.

L'UDC a su trouver une majorité au Grand Conseil genevois pour voter une résolution adressée aux Chambres fédérales demandant l'inscription du secret bancaire dans la Constitution suisse. En vain, car le Conseil fédéral a récemment bradé le secret bancaire sous la pression des Etats-Unis et de l'Union européenne

notamment. Il en va de la survie d'un fleuron de l'économie genevoise: sa place financière.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre – Emploi:

- planifier tant à court terme qu'à long terme le développement des emplois à Genève,
- informer honnêtement la population de la pression exercée sur les salaires depuis la mise en œuvre des accords bilatéraux,
- développer tant les secteurs de pointe de l'économie que ceux qui ont besoin des sans-emplois actuellement sur le marché du travail, moins formés et moins jeunes,
- simplifier les contraintes bureaucratiques pesant sur les entreprises, défendre le secret bancaire en invitant le Conseil d'Etat à intervenir avec force auprès des autorités fédérales pour qu'il soit conservé.

Formation. Les maux: ni former ni sévir

L'étude PISA a montré que l'instruction publique genevoise, alors même qu'elle est une des plus coûteuse de Suisse, atteint un niveau d'instruction des élèves catastrophique.

Paradoxalement, le canton romand qui arrive en tête de cette étude est Fribourg, soit un canton octroyant un budget par élève dans l'instruction publique très inférieur à celui de Genève.

C'est bien là le résultat des méthodes peu adéquates que l'on assène à nos élèves à coups de centaines de millions. Au lieu de se concentrer sur des disciplines de base comme le français et le calcul, l'école enseigne la prévention de la violence, du sida et de la toxicomanie, l'éducation sexuelle, le consumérisme et la nutrition, domaines qui font tous partie de l'éducation que doivent en premier lieu dispenser les parents.

L'indiscipline et la violence règnent dans les établissements publics. Privés de moyens de sanctions efficaces, les enseignants sont impuissants face à ce phénomène qui ne fait que s'aggraver.

L'UDC exige que l'on restitue aux enseignants et aux directeurs d'établissement l'arsenal de sanctions dont ils ont besoin pour rétablir l'ordre et la discipline dans des lieux qui ne doivent servir qu'à une acquisition efficace et paisible des connaissances.

Il faut aussi plus demander aux parents, voire sanctionner ceux qui ne veulent pas tenir en main leurs enfants.

Il faut encore que les établissements publics soient mis en compétition les uns avec les autres et que la carrière des enseignants soit en fonction des résultats chiffrés de leurs élèves.

Les remèdes de l'Union Démocratique du Centre – Formation:

- rétablir immédiatement comme priorités l'acquisition de connaissances en langue française et en mathématiques,
- création de classes spéciales pour les élèves ne maîtrisant pas suffisamment la langue française,
- pas d'élèves non francophones dans les classes normales avant qu'ils n'aient acquis des connaissances suffisantes de la langue française pour ne pas ralentir le reste de la classe,
- sanctionner les élèves indisciplinés ou pratiquant l'absentéisme ainsi que leurs parents si ceux-ci ne font pas face à leur devoir éducatif,
- signaler obligatoirement à la justice les élèves commettant des infractions dans les établissements scolaires et à leur proximité,
- placer les élèves délinquants dans des établissements spécialisés,
- une école des résultats: évaluation des établissements et des enseignants,
- validation certificatives des étapes (certificat de fin de scolarité primaire et certificat de fin de scolarité secondaire),
- réconcilier l'école et l'économie,
- programmes d'éducation civique et d'histoire suisse sérieux dans les écoles,
- favoriser l'apprentissage qui est tombé en désuétude du fait de la faillite de l'enseignement officiel: au terme de leur scolarité obligatoire, les jeunes ne sont actuellement plus en possession des savoirs de base qui permettaient jadis leur intégration en entreprise,
- arrêt immédiat des expérimentations pédagogiques, retour à des méthodes d'enseignement qui ont fait leurs preuves.

Social. Les maux: ne s'en prendre ni aux fraudeurs ni aux abuseurs

Comme l'assurance invalidité, l'assistance sociale est la victime d'abus.

De nombreuses personnes ne souhaitant pas travailler y ont recours comme de nombreux tricheurs fraudent l'aide sociale en exposant faussement leur situation ou en ayant une activité lucrative au noir.

Il est impératif de réduire ces abus, par considération pour ceux qui travaillent et par respect pour les honnêtes bénéficiaires de l'aide sociale qui en ont réellement besoin.

Un exécutif de centre gauche ne fera jamais rien pour diminuer le nombre de fraudeurs et d'assistés oisifs qui abusent de l'aide sociale. Toujours attentif à satisfaire la clientèle électorale que constituent pour lui les intervenants sociaux, il ne fera évidemment rien qui pourrait en diminuer leur nombre.

Social. Les remèdes de l'Union Démocratique du centre:

- Revoir les tarifs de l'aide sociale. Celle-ci ne doit jamais dépasser un niveau qui dissuade ses bénéficiaires de chercher du travail,
- En finir avec les assistés professionnels: l'aide sociale n'est pas une assurance sociale donnant droit à une rente viagère et doit conserver son caractère d'aide passagère distribuée dans l'attente que ses bénéficiaires améliorent une mauvaise situation passagère,
- Créer une base légale permettant de mettre en œuvre des détectives sociaux, payés au résultat, chargés de dépister les fraudeurs,
- non aux doubles subventions sociales (canton – commune), chaque franc doit compter,
- conditionner les aides sociales à l'acceptation d'un contrat d'activation et à une durée de séjour de sept ans. Pendant ce délai, l'aide d'urgence est donnée aux requérants,
- distinguer entre aide sociale et aide d'urgence,
- ne prodiguer que l'aide d'urgence aux requérants d'asile déboutés et en attente de renvoi à l'exception de toute aide sociale.

Finances et qualité de vie ?

Finances. Les maux: ni informer ni planifier

En apparence, l'état des finances publiques genevoises semblent s'être légèrement amélioré durant la législature 2005 – 2009. La dette publique est passée de 12,5 milliards en 2004 à 11,4 milliards en 2009. A ce rythme, il faudra encore 40 ans pour la rembourser !. En effet, la dette représente 40'000,- par habitant.

Entre 2005 et 2008, les entreprises du Canton ont connu une prospérité exceptionnelle qui a engendré des rentrées fiscales tout aussi exceptionnelles, très supérieures à toutes les prévisions. Une bonne partie de cette manne provenait de l'imposition des grandes banques. En outre, le transfert des actifs entre le Canton et ses plus importants établissements publics a généré un jeu d'écritures comptables de 650 millions de francs. Il s'agissait du paiement à l'Etat, par des établissements publics comme les SIG, les TPG ou l'Aéroport, des actifs dont ils disposaient et qui étaient jusqu'alors propriété du canton de Genève. Il s'agit donc d'un pur artifice comptable, d'un paiement de la poche gauche à destination de la poche droite....

Toutefois, ces montants virtuels sont apparus dans les comptes de l'Etat comme s'il s'agissait de paiements réels et ont servi à améliorer la structure du bilan du Canton.

Du fait des résultats exceptionnels de l'économie genevoise, les derniers comptes de l'Etat ont présenté des bonis. C'est une situation anormale; c'est la preuve que l'on a trop taxé les entreprises et les particuliers, qu'on leur a demandé de verser, à titre d'impôt, bien plus que les besoins de l'Etat.

Finance

Remèdes de l'Union Démocratique du Centre:

- présentation fidèle et conforme aux normes comptables de la situation réelle des finances de l'Etat,
- planifier le remboursement de la dette dans un délai décent, fixer un échéancier et le respecter,
- affecter l'intégralité des éventuels bonis à l'amortissement de la dette ou au remboursement des contribuables,
- réduire les coûts de fonctionnement de l'Etat en traquant les dépenses inutiles et les doublons dispendieux.

Environnement. Qualité de la vie

Pour l'UDC, la qualité de la vie forme un tout et ne se réduit pas à la seule prise en considération de données «environnementales» mais aussi sociale et économique.

La qualité de la vie, ce n'est pas seulement d'avoir la conscience tranquille parce qu'on paie ou fait payer une taxe de CO₂ ou qu'on érige une éolienne défigurant le paysage pour une production d'énergie dérisoire.

La qualité de la vie est mauvaise si on est mal logé, si on n'a pas de travail, qu'on passe des heures en trajets et que nos enfants sont des illettrés ne sachant pas calculer.

L'UDC est le parti de la responsabilité individuelle, de la responsabilisation de chacun pour qu'il adapte son comportement en tenant compte des intérêts de la collectivité. C'est cela la solidarité. Cela fait partie de notre culture suisse. C'était l'ancienne devise de la Confédération «un pour tous, tous pour un».

Conclusion

La plupart des maux dont souffre notre République proviennent de l'incapacité foncière de ses élus à résoudre les problèmes qui s'y posent.

L'application du droit fédéral, à elle seule, permettrait déjà de résoudre nombre de difficultés que nous rencontrons, liées à l'immigration incontrôlée et à la criminalité qu'elle engendre.

Si nos autorités avaient conscience de diriger un canton suisse, bien de nos difficultés seraient résolues.

L'esprit suisse, c'est avant tout celui du bon sens, qui est perdu par tous les partis en place à Genève.

Si nos autorités étaient plus proches des autorités fédérales, elles exigeraient davantage de ces dernières, notamment en ce qui concerne la surveillance de nos frontières.

Si nos autorités étaient plus proches des autorités fédérales, les lois de la Confédération seraient mieux appliquées en Suisse. Il y aurait moins de requérants d'asiles déboutés infestant nos rues. Il y aurait moins d'immigrants clandestins et moins de mendiants romanichels.

Les partis de gauche et du centre qui dirigent notre canton, se perdent dans un mirage. Dans le mirage d'une République qui ne serait plus qu'internationale et appartenant à une entité transfrontalière au statut flou, composée d'une population cosmopolite dont aurait disparu tout caractère suisse.

Nos autorités et nos politiciens oublient tout simplement que nous sommes en premier lieu un canton suisse, membre de cette Confédération, modèle de démocratie et de bon fonctionnement des institutions.

Ils oublient que Genève est en premier lieu suisse. C'est grâce à cette qualité première qu'elle est une ville internationale. C'est grâce à cette qualité première qu'elle représente le centre d'une région qui ne serait autrement qu'une région française de deuxième zone.

L'Union Démocratique du Centre est le Parti du peuple suisse, de tout le peuple suisse, tous cantons confondus.

Nous sommes fiers d'être Suisses, fiers de la Suisse, et entendons que celle-ci devienne à nouveau la référence de base de la conduite politique de notre canton. Il faut que la Suisse soit fière de notre Canton plutôt que de nous voir être les derniers

de la classe du pays dans la plupart des domaines: emploi, enseignement, dette publique, etc..

Les valeurs qui ont fait le succès de la Suisse sont bien connues, au risque de les répéter; indépendance, neutralité, modestie, économie, amour du travail bien fait, fédéralisme, respect des droits populaires, respect du droit.

Ce sont ces valeurs que l'Union Démocratique du Centre souhaite restaurer à Genève, où elles sont tout simplement niées au détriment de valeurs dont l'aspect éphémère et artificiel nous conduit à l'échec.

En s'enfermant dans son fantasme purement international et transfrontalier, en tournant le dos à son caractère fondamental suisse, Genève commettrait la même erreur que l'UBS qui a oublié ses qualités foncières de banque suisse, celles qui ont fait son succès, pour se lancer dans une aventure internationale désastreuse pour ses clients et le contribuable helvète, se basant sur de nouvelles valeurs, inadaptées à nos usages et à notre mentalité, qui ont causé sa perte.

Etre une ville internationale, certes, se trouver au centre d'une grande région à cheval sur les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie; mais cela ne peut se faire et cela ne peut durer que si nous revenons sur notre qualité première, sans laquelle nous ne serons ni internationaux ni transfrontaliers et sans laquelle nous n'attirerions pas tellement d'étrangers sur notre sol. Etre un canton suisse, avoir l'honneur d'appartenir à la plus ancienne démocratie du monde, celle fondée sur la plaine du Grütli le 1^{er} août 1291.

Les autorités genevoises, l'ensemble des autres partis ont tourné le dos à ces valeurs.

C'est le règne de la folie des grandeurs, des folles dépenses, du clientélisme et du copinage de la gauche, qui ne songe qu'à enfler les budgets.

L'Union Démocratique du Centre Genève suit la politique de l'UDC Suisse. L'UDC est le parti de la classe moyenne et s'oppose à ce qu'elle soit de plus en plus taxée et tondue. Par exemple, alors que l'UDC est le seul parti suisse à s'opposer à la hausse prochaine de la TVA destinée à financer la conséquence des abus de l'AI (assurance invalidité), l'UDC Genève est le seul parti genevois à s'opposer à la hausse de l'impôt automobile qui frappera à nouveau la classe moyenne et désavantagera les familles.

Redevenir Suisse, c'est l'occasion inespérée pour Genève de renouer avec ce bon sens, celui qui permet de résoudre les problèmes avec pragmatisme, économie et efficacité, plutôt que de ne chercher qu'à dépenser de manière inconsidérée en pratiquant le clientélisme.